

Lettre aux Amis du 22 août 2021

Lundi 16 août 2021

Nous commençons ce matin la retraite annuelle des prêtres du diocèse au siège de l'évêché, en dépit des circonstances catastrophiques dans lesquelles baigne notre pays. C'est le Père Sayed Maroun, docteur en théologie spirituelle de l'Institut catholique de Paris et Père spirituel au Séminaire Patriarcal Maronite de Ghazir qui anime la retraite. Le thème qu'il a choisi est : « l'Homme de Dieu en temps d'épreuve » ! Nos prêtres sont quasiment tous présents. Nous avons besoin de nous retrouver en ces temps difficiles pour prier, méditer et implorer du Seigneur son secours.

En matinée, l'ambassadrice des États-Unis au Liban Mme Dorothy Shea s'est rendue auprès du Premier ministre désigné M. Nagib Mikati, puis elle a rencontré le président de la République le général Michel Aoun. A sa sortie, elle a lu la déclaration suivante traduite en français par l'Orient-Le jour :

« Nous exhortons ceux qui continuent à entraver la formation du gouvernement et la mise en œuvre des réformes à mettre de côté leurs intérêts partisans ». « Chaque jour qui passe sans un gouvernement capable de mettre en œuvre des réformes urgentes est un jour où la situation déjà désastreuse vire davantage à la catastrophe humanitaire. Les Libanais souffrent ». « Le Liban a besoin que ses dirigeants prennent des mesures de sauvetage urgentes. Pour cela, il faut un gouvernement axé sur les réformes, qui commence à répondre aux besoins de la population et à travailler dur pour la reprise économique. Le peuple libanais ne peut pas attendre. Nous avons salué le nouveau cadre de sanctions annoncé par l'Union européenne pour promouvoir la responsabilité et la réforme au Liban, et les États-Unis continueront de coordonner avec leurs partenaires sur les mesures appropriées ».

Dans l'après-midi, le Premier ministre désigné M. Nagib Mikati a déclaré à l'issue d'un nouvel entretien avec le président de la République :

« Il est possible que le gouvernement voie le jour d'ici deux à trois jours, mais il reste des questions à résoudre ».

Mardi 17 août 2021

M. Nagib Mikati, à l'issue de la onzième réunion avec le président de la République, a déclaré depuis Baabda : ***« Nous poursuivons nos efforts pour former le gouvernement, et tout le monde a l'intention de mettre sur pied un cabinet car ne pas le faire serait un péché à l'égard de la nation. Le dialogue avec le président Aoun est positif et nous espérons voir le gouvernement bientôt formé. Nous œuvrons d'arrache-pied pour surmonter tous les obstacles. Former un gouvernement qui prenne en considération tous les équilibres nécessite un certain temps. (...) Mais il ne nous reste plus que quelques mètres à parcourir ».***

Mercredi 18 août 2021

20h45 : Nous venons de terminer notre retraite.

C'était pour nous tous un temps intense de prière, de méditation, d'examen de conscience et de questionnement sur notre ministère en temps d'épreuve.

Nous sommes, avec notre peuple, dans une dure épreuve : paupérisation, humiliation, détresse, pénurie d'électricité, de carburants, de médicaments, etc... Notre peuple est à bout de souffle. Nos jeunes sont désespérés et ne songent qu'à quitter le pays.

Avant d'être prêtres, nous sommes des êtres humains et nous ressentons ce que ressent notre peuple qui attend cependant de nous c'est d'être des messagers d'espérance. Nous avons à lire les signes des temps au sein de l'épreuve et à voir les germes de la résurrection au cœur de ce chemin de croix.

« Soyez toujours prêts à justifier votre espérance devant ceux qui vous demandent compte », nous dit Saint Pierre (1 Pierre 3, 15).

Nous avons à être à l'écoute de ce que dit l'Esprit à notre Église.

Notre ministère, à la suite de Jésus-Christ, Prêtre Éternel et Bon Pasteur, doit se caractériser par la prière, la sanctification et la charité pastorale.

Le meilleur cadeau que Dieu fait à son peuple est un prêtre saint !

Nous avons donc à vivre l'expérience de la prière au sein de l'épreuve comme Jésus l'a vécue au Mont des Oliviers !

Jeudi 19 août 2021

Les Chiites fêtent aujourd'hui la Achoura, un événement fondateur de l'islam chiite. Ils commémorent le martyre de l'imam Hussein, fils de Ali et petit-fils du prophète Mahomet, massacré dans le désert de Kerbala en 680 par les troupes du calife omeyyade Yazid.

A cette occasion, le secrétaire général du Hezbollah au Liban Sayyed Hassan Nasrallah a annoncé dans un discours télévisé et concernant la pénurie des carburants que connaissent les Libanais :

« En ce jour, je veux annoncer qu'un premier navire transportant des tonnes de carburant va partir d'Iran dans quelques heures vers le Liban, et plusieurs autres navires suivront. Lorsque ce navire arrivera en Méditerranée, nous parlerons des détails ». Puis il s'est adressé, menaçant, aux Américains et aux Israéliens : « Je dis aux Américains et aux Israéliens que ce navire est considéré comme un territoire libanais » !!!

Trop c'est trop ! Disons-nous. Il parle comme s'il était le président et le maître du pays ! Et en plus il s'arroge le droit de déclarer que ce navire iranien est un territoire libanais !

La réaction des Américains à cette annonce ne s'est pas fait attendre. En effet, l'ambassadrice des États-Unis au Liban Mme Dorothy Shea est entrée en contact, peu après, avec le président de la République le général Michel Aoun pour lui faire part de « la décision de l'administration américaine de faire parvenir de l'électricité au Liban en provenance de Jordanie, via la Syrie, en fournissant à Amman du gaz égyptien lui permettant de produire ce supplément de courant. Des négociations sont en cours avec la Banque mondiale pour couvrir le paiement de ce gaz et les réparations nécessaires sur les gazoducs et les lignes électriques concernées par ces opérations », selon le communiqué publié par le bureau de presse de la présidence. Le projet de Washington prévoit également de faciliter des importations de gaz d'Égypte vers le Liban-Nord.

Mais sommes-nous devenus dupes ? Comment comprendre de tels dires ? Comment transférer au Liban l'électricité via la Syrie alors qu'elle est soumise à des sanctions américaines dans le cadre de la Loi César ???

Entre le Hezbollah, l'Iran et les Américains nous ne comprenons plus ce qui se mijote pour le pauvre Liban qui est sacrifié pour leurs intérêts !

Samedi 21 août 2021

Dans l'après-midi, le président de la République le général Michel Aoun a présidé une réunion urgente à Baabda pour trouver une solution à la crise des carburants, en présence du Premier ministre sortant Dr. Hassane Diab, du ministre sortant des Finances Dr. Ghazi Wazni, du ministre sortant de l'Énergie M. Raymond Ghajar et du gouverneur de la Banque du Liban Dr. Riad Salamé.

A l'issue de la réunion, le Secrétaire général du Conseil des ministres a annoncé qu'il a été convenu, « à l'unanimité, de demander à la Banque du Liban d'ouvrir un compte temporaire pour couvrir une subvention urgente et exceptionnelle aux carburants (essence, mazout et gaz domestique). Le taux de change qui sera utilisé pour calculer les nouveaux prix de l'essence sera de 8.000 livres libanaises. L'enveloppe de 225 millions de dollars demandée dans ce cadre doit permettre de maintenir ces prix intermédiaires du carburant jusqu'à fin septembre ».

Après cette annonce, le porte-parole des stations-service, M. Georges Brax, a indiqué que « conformément à cette décision et selon son étude, le bidon de 20 litres d'essence sera vendu à 145.800 LL et celui de 20 litres de mazout à 116.400 LL.

Ce n'est qu'une décision temporaire ! Et les responsables savent très bien qu'ils ne font que gagner du temps pour reculer l'annonce de la faillite totale du pays ! Ce sont des calmants qu'ils donnent aux mourants que nous sommes ! Ils n'ont pas le courage de dire la vérité au peuple et de s'excuser pour leur faillite à gérer le pays. Ou peut-être croient-ils encore qu'ils sont crédibles ?

Il a été en outre décidé « de modifier les indemnités de transport journalières afin qu'elles deviennent de 24.000 livres libanaises pour chaque journée de présence réelle, (elle était de 8.000 LL), et d'octroyer une aide sociale d'urgence en deux versements égaux, à tous les employés de l'administration publique, quel que soit leur titre ».

Et avec tout cela, ils continuent de pomper l'argent des dépôts des citoyens qui sont en réserve à la Banque du Liban pour le partager entre eux et poursuivre leur politique de corruption !

Et ils se disent innocents et honnêtes ! Comme c'était le cas hier lors d'une séance parlementaire. Les leaders politiques et les députés se défendaient à corps et à cris ; chacun de son côté se disant propre et jetant la faute aux autres !!!

Un article dans l'Orient-Le Jour de ce matin nous interpelle. Écrit par Karim el-Mufti, Enseignant-chercheur en sciences politiques et droit international, il est intitulé :

« *Faut-il placer le Liban sous tutelle onusienne ?* ». C'est un projet porté par notre Patriarche Cardinal Béchara Raï et une hypothèse que posent tant de Libanais en ce moment. On y lit :

« *Nul besoin de repasser en revue les conditions désormais invivables du Liban qui continue de couler au plus profond des abysses. Victime d'un système politique dépassé par les crises et gangrené par la corruption et le népotisme, la population*

libanaise est littéralement asphyxiée. Sa survie même est aujourd'hui menacée à mesure que se réduisent les voies d'approvisionnement de médicaments, de denrées alimentaires et, immanquablement, de l'eau potable, du fait des conséquences de l'effondrement général des infrastructures, de la monnaie et, tout bonnement, de la totalité de l'économie nationale ».

« Au vu des enjeux, il serait plutôt préférable d'opérer sous la férule d'un autre appareil institutionnel onusien, à savoir le Conseil de Tutelle de l'ONU (CTNU), permettant de déplacer le cadre juridique de l'assistance internationale au Liban des chapitres VI et VII, qui régissent les OMP (Opérations de Maintien de la Paix), aux chapitres XII et XIII de la Charte des Nations unies ». « Le CTNU ne relève pas d'un interventionnisme se voulant interférence dans les affaires intérieures d'un État avec l'intention d'en changer ou d'en modifier sa structure de pouvoir et d'autorité, mais d'« un régime international de tutelle pour l'administration et la surveillance des territoires qui pourront être placés sous ce régime en vertu d'accords particuliers ultérieurs » (article 75 de la Charte). Il ne s'agit pas ici d'autoriser un recours à la force, chasse gardée du CSNU, mais d'administrer une sortie de crise du Liban dont la population est d'ores et déjà poussée du haut du précipice. Ce faisant, le CTNU, en tant qu'« autorité chargée de l'administration », « constituée par un ou plusieurs États ou par l'Organisation elle-même » (art. 81), remplirait ses objectifs affirmés dans l'article 76 de « favoriser le progrès politique, économique et social des populations des territoires sous tutelle ainsi que le développement de leur instruction », tout comme « leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer elles-mêmes ou l'indépendance ».

Dimanche 22 août 2021

Le malheur de notre peuple s'aggrave, et aucune solution ne se dessine à l'horizon.

La pénurie de carburants, de médicaments, et même d'eau et de pain !!! Les files interminables sont toujours de mise devant les stations-service et les pharmacies. Mais comment fournir le pain, dernier rempart pour nourrir des enfants et des familles, alors que les boulangeries sont fermées faute de mazout ?

Que de citoyens viennent nous réclamer une aide pour leurs familles : pour leur assurer des médicaments introuvables, et quand ils les trouvent ils sont trop chers ; ou pour une hospitalisation qui devient presque impossible.

Juste pour donner un exemple, je cite le cas de Mounir Béchara, 58 ans, d'une famille modeste de Batroun et père de quatre enfants, (il a déjà perdu son père étant petit, et son frère Johnny il y a six ans), doit être hospitalisé pour une opération à cœur ouvert. A l'hôpital Saint Georges de Beyrouth, on lui a demandé de payer 80 millions de Livres Libanaises comme différence pour combler le tarif du Ministère de la Santé. Après une action de solidarité, nous avons réussi à rassembler la somme. Sa maman et son frère l'accompagnent à l'hôpital mercredi dernier pour l'hospitalisation ; ils ont été surpris par la demande d'assurer 130 millions et non plus 80. Mais comment feront-ils pour avoir cette somme qui équivaut à sept ans de travail pour un salaire de 1.800.000 L.L. ? Ils sont revenus à la maison avec Mounir pour le laisser mourir chez lui !!! Nous n'allons pas le laisser mourir tout de même !

Que de malades de cancer ou d'autres maladies chroniques qui vont mourir chez eux ne trouvant plus leurs médicaments !!!

Sa Béatitude le patriarche Cardinal Raï n'a pas ménagé les responsables libanais dans son homélie de dimanche :

« Cessez de manipuler les sentiments du peuple, de miner l'État et d'inventer de nouvelles conditions chaque fois que les conditions précédentes sont résolues. Il est désormais clair que vous prenez part au putsch contre la légalité et l'État. La seule chose que l'on vous demande est d'aimer le Liban et son peuple, de lui être fidèle et de lui sacrifier vos intérêts personnels. Il est évident que laisser le peuple mourir de faim dans un État où la justice est entravée vise à pousser des générations et des familles entières à émigrer et à vider la société de ses énergies pour mettre la main sur le pays ».

De son côté, **Mgr Elias Audeh**, métropolitain grec orthodoxe de Beyrouth, n'a pas également ménagé la classe politique :

« La classe au pouvoir s'écharpe pour le partage du gâteau gouvernemental, tandis que le peuple patauge dans le désespoir. Nous avons atteint un état comparable à l'enfer mais nous ne devons pas laisser le désespoir l'emporter. Ce que les Libanais ont enduré pendant des décennies - pauvreté, famine, black-out, corruption massive - personne ne peut le supporter. Les dirigeants sont-ils propriétaires de la nourriture, des médicaments, des hydrocarbures et de l'eau pour en interdire la jouissance au peuple ? Le peuple libanais n'a pas pour vocation la mort ou l'exil. Il mérite de vivre ».

Quant à moi, les lectures de ce dimanche m'interpellent et m'invitent à réfléchir sur la situation à la lumière des méditations de notre retraite du début de la semaine :

Face aux épreuves que vivent notre peuple, nous nous sentons impuissants, nous Hommes de Dieu. Que faire ? « Dieu, qui nous a éprouvés pour nous confier l'Évangile, nous donne l'assurance qu'il faut prêcher son Évangile à travers bien des luttes », comme dit Saint Paul ? (1 Tess. 2,1-13). Nous sommes tentés de faire les assistants sociaux plutôt que de porter l'Évangile à chaque maison, à chaque famille, et de prêcher le Christ ressuscité. Que choisir dans notre ministère ? Le comportement de Marthe ou celui de Marie ? Le service ou l'écoute de la Parole de Dieu ? (Cf. Luc 10, 38-42). Nous nous sentons obligés de tenir les deux bouts et d'assurer une proximité à notre peuple qui manque de tout, et même de dignité ! Jésus ne nous en voudra pas ! C'est ce qu'il a fait lui-même au temps où il était homme parmi nous : il prêchait la Parole de Dieu et réalisait le Royaume de Dieu ; mais il avait pitié de son peuple : de ceux qui avaient faim, de ceux qui étaient malades, exclus, marginalisés et pécheurs. Il leur donnait la force et le courage d'espérer car ils ont un Père dans le ciel qui veille sur eux beaucoup plus qu'il veille sur les oiseaux et les fleurs des champs ! Nous ne nous laissons pas abattre malgré la gravité de l'épreuve. Nous gardons l'espérance que l'aube se lèvera et que la résurrection est proche. Oui, la résurrection du Liban est proche. Nous le croyons fermement. Et je supplie le Seigneur que nous soyons les premiers témoins.

+ Père Mounir Khairallah ,
Évêque de Batroun